

Développement agricole

PAGE 3

Le chef de l'Etat lance ce matin les travaux du PDRD à Djagblé

● 724 emplois directs et 3. 400 emplois indirects en perspective



ECONOMIE



Secteur informel

Représente entre 20 et 30% du PIB, selon le FMI

Selon un rapport publié par le Fonds monétaire international (FMI), hier mercredi, le marché informel représente entre 20 et 30% du produit intérieur brut (PIB) du Togo.

PAGE 5

TRADITION



Au Malawi

Des filles se font violer malgré les risques de maladie

Au Malawi, une tradition ancestrale veut que des jeunes filles se fassent déflorées par des « hyènes », des hommes payés par les parents pour avoir des rapports sexuels forcés avec leurs filles...

PAGE 9



La « Task force Présidentielle » à Accra

Indice de l'avancée vers la monnaie unique, «l'Eco »

Projet de longue date, la création d'une monnaie unique dans l'espace de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), est en train d'être accélérée par les Chefs d'Etats de l'espace communautaire. Pour mieux planifier l'avènement de cette monnaie unique, ces derniers se sont retrouvés à Accra au Ghana pour définir une nouvelle feuille de route. Qu'est ce qui a été réalisé jusqu'ici ?...

PAGES 6 & 7

BILLET

L'optimisme du facilitateur contre le défaitisme du protagoniste

Les travaux du dialogue entre les parties en crise au Togo ont démarré il y a quelques jours avec un optimisme affiché de la part de la facilitation ghanéenne conduite par le président Nana Akufo-Addo qui a fait en personne le déplacement pour l'ouverture. Le diplomate ghanéen Daniel Oséi, très impliqué dans cette facilitation, n'a jamais caché son optimisme de voir ce dialogue se terminer avec succès. Cet optimisme du camp de la facilitation semble avoir des retentissements, voire des prolongements, dans le camp de la majorité présidentielle...

PAGE 3

Lancement de son rapport 2017- 2018

Amnesty International appelle à prendre le mal des manifestations par la racine

PAGE 11

Processus de décentralisation au Togo

Le point au cours d'une réunion à Tsévié

Le mardi dernier, le Conseil National de Suivi de la Décentralisation a tenu sa quatrième réunion à Tsévié dans la préfecture du Zio. Présidée par le Premier ministre Komi Selom Klassou, la rencontre avait pour objectif de faire le point sur le processus de décentralisation en cours dans notre pays.

PAGE 3





SOMMAIRE

Zimbabwe
Mugabe fête ses 94 ans dans la discrétion



P 4

Internet
Le Groupe Teolis démarre ses activités au Togo



P 5

Arts plastiques
Oresegun Olumide, un peintre «hors pair»



P 9

Championnat d'Afrique de Cyclisme
Presque toutes les courses remportées par l'Erythrée



P 10

Promotion de la femme au Togo
Le programme de la journée de 8 mars connu



P 11

Echos des bénéficiaires des Produits FNFI

Dans ce nouveau numéro de votre rubrique “Echos des Bénéficiaires des Produits FNFI, votre Journal Togo Matin vous conduit à Kara, dans la Région de la Kara pour partager les témoignages de Mazalou Lonzozou, qui après avoir obtenu les 4 cycles du crédit “Accès des Pauvres aux Services Financiers” (APSEF), bénéficie aujourd’hui du Produit d’Accompagnement Spécial. Un véritable coup de pouce pour cette quarantenaire...



Mazalou Lonzozou

Ce samedi come tous les autres de la semaine, le marché de Kara s’anime. En ce début d’après-midi de Février, un samedi ordinaire où nous avons décidé de nous rendre dans le plus grand marché de la ville pour échanger avec une des nombreuses bénéficiaires des produits FNFI dans la région. Nous avons rendez-vous avec Mazalou Lonzozou, qui est une grande habituée des produits FNFI, et pour cause elle est dans le portefeuille du Fonds depuis 2015. Trois ans après, elle dresse avec grande satisfaction l’impact qu’ont eu les produits FNFI sur ses activités, et par ricochet sur ses conditions de vie ainsi que ceux de sa famille. “ Il ya un adage de chez nous qui dit qu’il faut connaître la ration d’un enfant et le nourrir en conséquence. Personnellement, j’étais très retissant à souscrire à un crédit auprès des Institutions de Microfinance à cause notamment de leurs conditions qui n’étaient pas du tout flexibles et également la garantie de caution. Mais

depuis 2014, avec l’expérience inédite du FNFI qui avait pour ambition de faciliter l’accès aux services financiers des personnes vulnérables, je me suis laissé tenter un peu en allant à plusieurs séances de sensibilisations organisées par le FNFI et ses partenaires. Au bout de quelques séances et ayant bien compris la vision du FNFI, je me suis constituée en groupe solidaire avec certaines de mes sœurs du marché”. Les propos de Mazalou Lonzozou confirment bien ceux de plusieurs autres personnes dans le pays, des témoignages qui font état que les Institutions de Microfinance ont toujours eu l’habitude de ne prêter qu’aux riches. C’est vers les années 1990 que les togolais découvrent l’univers de la microfinance, un secteur détenu par les privés mais qui va prendre de l’ampleur au cours de ces dix dernières années.

Jusqu’en 2008, on ne prête toujours qu’aux riches et aux personnes de condition modeste, l’Etat tente alors

une incursion dans le secteur avec un concept de développement à la base afin de rapprocher davantage la microfinance des groupes les plus vulnérables, une première expérience qui ne parvient qu’à toucher qu’une infime partie des besoins. Aujourd’hui, grâce au FNFI, l’Etat veut mettre les petits plats dans les grands. “ Notre groupe solidaire constitué, mes sœurs et moi nous nous sommes rendus auprès de PROMOFINANCE, une institution de microfinance partenaire du FNFI dans la Ko zah. Nous y avons suivi toutes les étapes et nous avons obtenu avec succès la première tranche de crédit APSEF, qui m’a permis de démarrer une activité de vente de tomates et d’oignons comme vous le voyez ici. J’ai également honoré mes engagements dans le remboursement et j’ai obtenu la seconde tranche

de 40.000 FCFA, puis une troisième tranche de 50.000 puis une dernière du même montant. Ces différents cycles de crédit m’ont permis par ailleurs de renforcer mes activités avec la vente de choux, de laitue, de piments verts, de carottes...” Depuis 20107, notre interlocutrice est plus autonome financièrement grâce au crédit APSEF. Ayant remboursé dans la totalité tous les quatre cycles de crédits APSEF qu’elle a reçu, elle apprend que le FNFI a introduit depuis 2016 justement un Produit d’Accompagnement Spécial destiné à renforcer les activités des bénéficiaires en fin de cycle du crédit APSEF et AGRISEF. Un crédit de 100.000 FCFA qui a permis à Dame Mazalou Lonzozou de passer à échelle son activité. “ Quand j’ai obtenu 100.000

FCFA de crédit au titre du Produit d’Accompagnement Spécial, je me suis lancé dans la vente de chaussures pour femmes. Kara étant une ville où la mode vestimentaire a pris le dessus, les populations de Kara et de ses environs ne peuvent résister à la tentation de venir acheter des paires de chaussures tendances auprès de moi. Ici, vous trouverez des bonnes paires de qualité à coût très bas. Du crédit APSEF hier, au Produit d’Accompagnement Spécial aujourd’hui, je peux vous affirmer que j’ai retrouvé mon autonomie financière et sociale. Le FNFI a contribué à me redonner une certaine fierté et une envie de me battre dans l’optique d’aller de l’avant.” Les différents témoignages des différents bénéficiaires confirment que le FNFI contribue à la réduction de la pauvreté et à l’amélioration des conditions de vie des populations à la base.

KD

Kloto / filière avicole

Technique d’amélioration des performances

Les acteurs de la filière avicole du Togo ont pris part à un atelier national d’amélioration de la filière avicole moderne du 14 au 16 février 2018 à Kpalimé. Cet atelier avait pour objectif de jeter les bases d’une bonne structuration des acteurs de la filière avicole dans une dynamique d’amélioration des performances avicoles des différents acteurs des maillons de la chaîne de producteurs et d’augmentation de la disponibilité en produits carnés sur le plan national. Durant la rencontre, les acteurs ont échangé sur un thème fédérateur pour la filière qui permettra au terme des travaux de produire des recommandations aux autorités mais aussi des résolutions interprofessionnelles qu’ils auront à mettre en œuvre. L’atelier a été organisé par le ministère de l’Agriculture avec l’appui de la Commission de l’Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA).

Lacs / ANPE

Promotions de l’emploi et du professionnalisme

Le directeur général de l’Agence nationale pour l’Emploi (ANPE), Amoussou Komlan, a éclairé, le mercredi 14 février 2018 à Aného, des chefs traditionnels et des responsables de CVD de la préfecture des Lacs, sur un projet sous régional nécessitant le recrutement de 400 jeunes artisans, dans le cadre de la politique de promotion de l’emploi.

Ce projet selon Amoussou vient d’un constat de manque de compétitivité des artisans togolais, surtout dans le domaine de la construction routière, obligeant les prestataires à se tourner vers d’autres pays pour recruter les ouvriers et contremaîtres. Cette situation constitue un manque à gagner pour le Togo, d’où l’idée de recruter des jeunes, engagés et déterminés, pour relever ce défi.

TOGOMATIN

Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 22 25 02 23 /
90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Mson de la Presse: Casier N° 53
Siège
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina

Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari

Responsable web:
Carlos Amevor

Comité de rédaction:
Françoise Dasilva
Freda Sefiamor
Alexandre Wémima

Edem Dadzie
Essoyodou Awih

Responsable administrative:
Gloria Léma Yagla

Service commercial:
DIRECT AGENCY
Tél:(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Graphiste:
Eros Dagoudi

Iprimerie: Direct Print

Distribution : Togo Express

Tirages : (2000 exemplaires)

Billet

.. Cet optimisme, comme une balle saisie au bond, a fait en effet réagir le président de la République lui-même via un message tweeté, message à travers lequel il s'est dit convaincu que ce dialogue ne sera pas un échec. « Unis par notre appartenance à la mère patrie, le Togo, nous parviendrons entre filles et fils d'une même nation, à nous entendre sur l'essentiel », a écrit Faure Gnassingbé. Donc un optimisme aux antipodes

de ce que prêchent et continuent par prêcher certains Cassandres, ces pessimistes, ces défaitistes qui traquent la moindre bête ou l'infime ratage de ce dialogue. Par exemple, nombre d'entre eux, à la recherche de sensations à disséminer dans l'opinion, ne manquent pas de raconter que l'absence du président Faure Gnassingbé à l'ouverture des travaux du dialogue, serait un manque d'égard pour son homologue ghanéen, facilitateur de la crise. Ces

mauvaises langues prennent en plus un plaisir malsain à extrapoler en trouvant que le chef de l'Etat Faure marque son indifférence à la crise et avertit ainsi que les conclusions du dialogue ne l'engageraient pas... on ne peut pas dire que ces oiseaux de mauvaise augure manquent d'inventivité. Mais, il s'agit d'une inventivité maladroite, maladive et nuisible. Si le président ghanéen se sentait autant méprisé par son homologue togolais, lui qui disposait déjà du

programme de l'ouverture du dialogue avant de prendre le vol pour Lomé, pourquoi se serait-il gêné pour venir ? Nana Akufo-Addo montre ainsi une grande hauteur d'esprit, une preuve d'humilité, de sagesse...qui l'élèvent véritablement au rang d'un facilitateur digne, qui refuse de se rabaisser au niveau de ces opposants togolais qui fouinent encore dans les détails stériles. Le diable se trouve pourtant dans les détails... La tenue même du dialogue, en soi, est une source

d'espoir, d'espérance et d'optimisme. Et il est très curieux de noter que celui qui vient réconcilier les positions soit d'un optimisme contraire au défaitisme, au radicalisme sans raison d'un camp. Mais comme l'optimisme est contagieux (et le camp de la majorité montre déjà qu'il a été contaminé par l'optimisme du facilitateur), espérons que le camp de la coalition des 14 contractera vite le « virus » de l'optimisme pour garantir la réussite au dialogue.

Dieudonné Korolakina

Développement agricole

Le chef de l'Etat lance ce matin les travaux du Projet de Développement Rural de la Plaine de Djagblé

● 724 emplois directs et 3. 400 emplois indirects en perspective

La longue liste des réalisations entreprises dans le cadre du mandat social de Faure Gnassingbé est loin d'être bouclée. Le président de la République, Faure Gnassingbé procédera en effet, ce matin au lancement officiel des travaux du Projet de Développement Rural de la Plaine de Djagblé, dans le canton de Djagblé au Nord-est de Lomé. Signe de la meilleure relation entre la Banque Arabe de Développement Economique en Afrique (BADEA), la Banque Islamique de Développement (BID) et le Togo, le PDRD vise à mettre en place dans le canton de Djagblé et de ses environs, les infrastructures socio-économiques de base qui promeuvent : la lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, la lutte contre la pauvreté, l'amélioration du cadre de vie des populations, la création de nouveaux emplois et la création de richesses.

Financé à hauteur de neuf milliards six cent millions(9 600 000 000) de fcfa par la BADEA, la BID et l'Etat togolais, le projet de développement rural de la Plaine de Djagblé (PDRD) est un projet intégré. il sera concrètement question de construire des aménagements hydroagricoles avec une maîtrise totale de l'eau sur une superficie de 340 hectares ainsi que des ouvrages

connexes, de désenclaver la zone du projet par la construction des pistes rurales, d'améliorer et promouvoir la production de riz et des cultures maraichères, de promouvoir la pisciculture, de favoriser l'accès des populations à l'eau potable pour les 8 villages de la zone du projet, de construire les infrastructures scolaires et de santé... A terme, le projet de

développement de la Plaine de Djagblé permettra de réaliser une production de 3 tonnes de riz décortiqué par hectare, de produire annuellement deux milles quarante (2.040) tonnes de riz décortiqué, d'accroître significativement les revenus des producteurs qui pourront atteindre huit cent seize millions (816. 000. 000) de FCA par an, de stimuler la consommation du riz local,



Faure Gnassingbé lors d'une cérémonie de pose de la 1ère (pierre ph d'archives)

d'augmenter la production des cultures maraichères, de réduire le taux de pauvreté dans le milieu de 67% à 40%. Toutes ces activités qui seront réalisées dans le cadre de ce

projet pourront générer sept cent vingt-quatre (724) emplois directs et trois milles quatre cent (3. 400) emplois indirects.

La Rédaction

Processus de décentralisation au Togo
Le point au cours d'une réunion à Tsévié

Le mardi dernier, le Conseil National de Suivi de la Décentralisation a tenu sa quatrième réunion à Tsévié dans la préfecture du Zio. Présidée par le Premier ministre Komi Selom Klassou, la rencontre avait pour objectif de faire le point sur le processus de décentralisation en cours dans notre pays.



Selom Klassou

du gouvernement a réitéré la ferme volonté des premières autorités togolaises à faire aboutir le processus de décentralisation, en engageant une transformation structurelle nécessaire pour « améliorer de manière significative la qualité de vie des populations et pour assurer un développement durable ».

La volonté des autorités togolaises de doter le pays d'élus locaux, s'est manifestée ces derniers mois, par la prise de décrets et le vote de lois relatives à la décentralisation et aux libertés locales. Celles-ci consacrent l'organisation territoriale du pays en communes, préfectures et

régions. Une opportunité d'emplois pour les jeunes Selon le Premier ministre, l'aboutissement du processus de décentralisation permettra aux nombreux talents, jeunes, femmes et hommes de qualité, de se « mettre au service de leurs communautés respectives et de la nation toute entière en prenant en main la démocratie et la gouvernance à la base ».

Le processus de décentralisation permettra à des compétences issues de diverses disciplines dont la sociologie, la géographie, la démographie de faire leurs preuves. D'ailleurs depuis novembre 2016, a été ouverte à l'Université de Kara en collaboration avec l'Université de Parakou (Bénin), une

licence professionnelle à la faculté des sciences économiques et de gestion (Faseg) pour ceux qui veulent devenir spécialistes de la décentralisation au service des collectivités locales.

Grâce à la décentralisation, les jeunes qui souhaitent briguer les postes d'élus locaux pourront s'engager en politique. Les autres qui aimeraient aider leurs communautés d'origine à prendre leur développement en main, en profitant des emplois parallèles qui seront les fruits de la décentralisation, doivent se former en conséquence pour mieux répondre aux défis qui les attendent, une fois que la décentralisation sera bien enracinée sur le territoire national.

Edem Dadzie

Weah rend visite à Macron

L'intérêt de la France derrière cette visite

Le président libérien George Weah a choisi la France pour sa première visite officielle hors du continent. Si un tel choix reste justifié par la volonté du nouveau président de nouer des relations d'affaires avec le pays de Macron, il constitue aussi une opportunité en or pour la France de conquérir cette jeunesse africaine, conquête devenue nécessaire avec ce vent afro-pessimiste et anti-français qui souffle sur le continent depuis quelques mois déjà.



George Weah

Pour l'Elysée, difficile de rater cette occasion en or de s'afficher avec la nouvelle star qu'est George Weah depuis son élection à la magistrature suprême. George Weah ballon d'or, George Weah président ! Avec cette élection, ce sont des millions de jeunes africains de par le monde qui commencent par croire à un lendemain meilleur

pour leur continent. Et l'occasion est bien choisie pour la France d'être aux avant-gardes de cette révolution enclenchée par cette jeunesse qui commence par croire en un avenir prometteur de l'Afrique.

Les crises sociopolitiques en Afrique, ces dernières années, ont presque toutes leur origine dans la mal gouvernance, dans

cette implication des puissances étrangères, notamment la France, dans les choix politiques des dirigeants africains. Du coup, cette antipathie est inévitablement transposée sur la France, rendue responsable pour bien de malheurs qui arrivent au continent. C'est pourquoi, il faut comprendre que les dénonciations du Franc CFA aient pris une ampleur considérable ces derniers temps. Et pourtant, c'est une vieille histoire qui a toujours été au cœur des débats.

La stratégie de l'Elysée depuis lors est simple : reconquérir cette Afrique-là, gagnée par des incertitudes, gagnée par cette lassitude d'attendre de ses dirigeants des solutions à leurs problèmes. Et puisque le défi de développement du continent reste «civilisationnel», selon le président Macron, il va falloir agir beaucoup plus sur cette jeunesse

qui prend les devants aujourd'hui.

Dans cette visite du président Weah en France, comme dans toutes les rencontres avec les chefs d'Etat africains, l'Elysée joue serré et mise sur ces nouvelles figures surtout jeunes et adulées par leur peuple.

A Ouaga, en novembre 2017, Macron s'est beaucoup adressé à la jeunesse africaine. Au Sénégal, il a adopté la même stratégie. Partout où le jeune président a l'occasion d'échanger avec des représentants du continent africain, il le fait dans une franchise sans pareille. Il n'hésite pas à se faire accompagner par des jeunes, des exemples de réussites que l'on retrouve ici même en Afrique, en France et même aux Etats-Unis. L'Elysée sait que le football mobilise beaucoup plus l'attention de la jeunesse de ce monde, surtout celle d'Afrique ; c'est pourquoi,

tout est mis en place pour médiatiser le déjeuner de ce mercredi 21 février en présence d'autres stars du ballon rond comme Didier Drogba et Kylian Mbappé. Pour couronner le tout, Weah s'adresse aussi aux étudiants français au Centre National des Arts et Métiers de Paris sous forme de conférence-débats sur l'éducation et la formation professionnelle. Une première dans l'histoire de la France !

Loin de constituer une opportunité pour Weah, cette visite reste plutôt une occasion pour la France de faire partie de la nouvelle histoire de l'Afrique qui s'écrit. Les révolutions ont déjà commencé, les contestations du FCFA et ses succédanées font leur bonhomme de chemin. Ne pas entrevoir les changements qui se profilent à l'horizon, c'est naviguer presque à vue dans un monde en constante mutations.

Alexandre Wémima

Gabon / Législatives 2018

Ali Bongo remanie son gouvernement

A moins de 2 mois des élections législatives annoncées pour le 28 avril prochain, le président Ali Bongo procède à un remaniement important de son gouvernement. Changement tactique de portefeuille pour certains ministres, limogeage d'autres, les spéculations vont bon train à l'approche de la toute première consultation populaire après les conflits autour de sa réélection contestée en août 2016.

Reportées deux fois pour mettre en place des réformes électorales issues du dialogue politique, ces élections se tiendront finalement le 28

avril 2018, conformément aux prévisions de la Cour constitutionnelle gabonaise.

Si à dans l'opposition, notamment du côté de la



Ali Bongo et son gouvernement

Coalition nationale pour la République réunie autour de Jean-Ping, l'on évolue

en rang dispersé en ce qui concerne la participation à ces élections ou non, au

niveau du pouvoir, Ali Bongo tente de redistribuer les portefeuilles ministériels tout juste après avoir fait réviser la Constitution du pays.

Neuf ministres voient leur portefeuille changer, avec deux nouveaux ministères : le ministère de la pêche, de la mer et de la sûreté maritime, qui revient à M. Rossatanga-Rignault, et le ministère d'Etat, de la protection sociale et de la solidarité nationale attribué à Paul Biyoghe Mba.

La Rédaction

Zimbabwe

Mugabe fête ses 94 ans dans la discrétion

Ce n'est plus un évènement célébré en faste comme d'habitude au Zimbabwe. L'anniversaire de Robert Mugabe a été célébré cette année, loin des caméras, loin des grands festins organisés, même si le nouveau président Emmerson Mnangagwa a respecté le décret qui déclare ce jour férié, chômé et payé dans le pays.

Finis les grands discours flagorneurs pour festins, les gâteaux extravagants et marquer l'anniversaire du monarque Mugabe. Cette

année, l'ex-président est dans sa résidence privée et fête ses 94 ans dans l'intimité.

Pour les zimbabwéens, c'est un évènement presque historique. Un jour d'anniversaire du président très calme, pareille plutôt à une journée « pays mort ». Ceci, en raison de cette journée décrétée « Journée nationale de la jeunesse Robert Mugabe ».

Les ministères, ambassades et chefs d'Etat



Mugabe lors de son anniversaire passé

qui ont pour habitude d'en faire cas sont restés silencieux. Comme pour ironiser ce silence de cimetière, le journal officiel

«The Herald » a bien consacré son éditorial à l'ancien chef de l'Etat en appelant à «boire à la santé de Mugabe ».

L'instauration de ce nouveau jour férié avait été annoncée en août par le gouvernement Mugabe, mais elle n'avait été officialisée que quelques jours après la prestation de serment du nouveau chef de l'Etat, Emmerson Mnangagwa, fin novembre.

A.W.

Internet

Le Groupe Teolis démarre ses activités au Togo

Le Groupe Teolis démarrera ses prestations ce mois au Togo. En prélude au démarrage effectif des activités, l'entreprise de fourniture d'accès internet va, au cours d'une cérémonie qui se déroule ce jour dans un restaurant de la place, donner les axes majeurs de son implantation dans notre pays.

Un nouveau fournisseur d'internet démarre ses services aujourd'hui. Comme stipulé dans l'accord signé l'an dernier avec le gouvernement togolais, le Groupe Teolis sera à compter de ce jour, le quatrième fournisseur d'accès à internet après Café informatique, le Groupe Togocom et le Groupe Vivendi Africa Togo.

Grace à l'entrée du Groupe Teolis sur le marché du numérique togolais, l'offre des services internet sera diversifiée en faveur des consommateurs. A travers le ministère des Postes et de l'Economie numérique, l'objectif que visent les autorités togolaises est de promouvoir la qualité de l'offre du service internet

à des prix défiant toute concurrence. Le cahier des charges des nouveaux venus sur le marché les oblige à opérer des investissements massifs, à étendre le réseau de couverture sur toute l'étendue du territoire national et à améliorer la qualité dans l'offre du service internet.

Le Groupe Teolis est une entreprise dont le capital est détenu par des entrepreneurs privés togolais. Un point qui a sans doute favorisé son choix par le ministère des Postes et de l'Economie numérique dont la vision «est de mettre en avant, le savoir-faire local en créant de la proximité avec l'ensemble des composantes sociales

de notre pays». Selon un communiqué publié hier en début de journée par le Groupe Teolis, tous les aspects techniques sont au rendez-vous pour « répondre aux attentes de nos futurs consommateurs via des études pointues qui ont été réalisées en amont».

Par ailleurs, c'est depuis le mois de juin 2017 que le ministère des Postes et de l'Economie numérique officialisait l'ouverture du marché d'internet aux deux groupes de télécommunication. L'attribution de ces marchés aux deux entreprises visait, d'après la ministre Cina Lawson, à démocratiser l'accès à Internet dans notre pays.



Au-delà de la concurrence qui se développera sur le marché entre les quatre fournisseurs d'accès à internet, les factures d'offre du service devraient être

significativement réduites et la qualité du service internet connaîtra à son tour une nette amélioration.

Awih Essoyodou

Secteur informel

Entre 20 et 30% du PIB, selon le Fonds monétaire international

Selon un rapport publié par le Fonds monétaire international (FMI), hier mercredi, le marché informel représente entre 20 et 30% du produit intérieur brut (PIB) du Togo.

Rapporté au PIB, le Togo est moins touché par ce phénomène que ses voisins du Bénin, du Ghana, du Burkina Faso ainsi que la majorité des pays de l'Afrique subsaharienne. Les efforts du gouvernement visant à faire du secteur privé, la figure de proue de la dynamique économique, semblent commencer à produire leurs effets. En Afrique, l'informel pèse en moyenne 40% du PIB des pays à faibles revenus et 35% du PIB des pays à revenus intermédiaires. Si le Togo fait partie des pays les plus épargnés, les données montrent tout de même que le secteur informel à lui seul capte environ 90% des emplois du privé.

Selon une dernière enquête effectuée par l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) avec l'appui de la GIZ, 80% du panel questionné, essentiellement des jeunes opérant dans le commerce dans plusieurs villes stratégiques du Togo, sont dans l'informel. Les raisons de la floraison du marché informel sont principalement liées aux charges fiscales et sociales, à la qualité des institutions et la taille de l'économie, rappelle le FMI. L'étude établit que plus la différence entre le coût total du travail dans une économie officielle et celui de l'économie informelle, est élevée, plus la tentation de rester dans l'informel est grande.

Climat des Affaires

Atelier de formation et d'information à l'endroit des médias

La Cellule Climat des Affaires (CCA) organise à Lomé, du 21 au 23 février 2018, une session de formation et d'information à l'endroit des médias.

Organisé autour du thème « Climat des affaires au Togo : Concepts, réformes et perspectives », cet atelier regroupe près de quatre-vingt représentants de médias audiovisuels, presse écrite et presse en ligne.

Il a pour objectif global de former et d'informer les acteurs des médias sur la problématique du climat des affaires : le concept, les différentes réformes réalisées par le gouvernement et les défis. Concrètement, il sera question de familiariser les acteurs des médias aux différents concepts et à la méthodologie d'évaluation des principaux indicateurs du climat des affaires, de présenter en détail les réformes, mais aussi certaines dispositions existantes apparemment peu connues des entrepreneurs, notamment. Au cours d'une rencontre

récente, Sandra Johnson, conseillère du Chef de l'Etat sur les questions économiques, coordinatrice de la Cellule d'amélioration du climat des affaires, a indiqué que « les réformes entreprises par le gouvernement togolais, sous la houlette du Chef de l'Etat SEM Faure Essozimna Gnassingbé, portent sur la suppression des droits d'enregistrements et droits de timbres, la libéralisation du capital social, l'exonération de la Taxe Professionnelle Unique, la réduction des frais de publication, la suppression de la procédure relative au paiement au guichet de la BTCL, l'incitation fiscale des entreprises, la réduction du coût d'octroi du permis de construire et la réduction drastique des délais de mutation fiscale. ».

Notons que cet atelier permettra aux hommes de média d'assurer une

bonne communication autour des nouvelles dispositions adoptées dans le cadre de l'amélioration du climat des affaires au Togo en vue de permettre, aussi bien aux institutions évaluatrices qu'aux populations, d'avoir les bonnes informations sur les réformes mises en œuvre.

Rappelons que la Cellule Climat des Affaires a été mise en place par décret n°2017-111/PR, du 29 septembre 2017. Elle a pour mission, non seulement de coordonner les efforts interministériels pour assurer l'efficacité de l'action gouvernementale, mais également de veiller à la mise en œuvre effective des réformes.

A terme, elle devra, en accord avec les acteurs des médias, mettre en place un plan de sensibilisation sur les différentes réformes.

Dépêches du Togo

La « Task force Présidentielle » à Accra

Indice de l'avancée vers la monnaie unique, «l'Eco »

Projet de longue date, la création d'une monnaie unique dans l'espace de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), est en train d'être accélérée par les Chefs d'Etats de l'espace communautaire. Pour mieux planifier l'avènement de cette monnaie unique, ces derniers se sont retrouvés à Accra au Ghana pour définir une nouvelle feuille de route. Qu'est ce qui a été réalisé jusqu'ici ? Quels sont les freins qui empêchent l'ECO, la future monnaie de la CEDEAO de voir rapidement le jour? Dossier Togomatin

Faure Gnassingbé prend part à une réunion à Accra pour accélérer le processus de la monnaie unique de la CEDEAO



Photo de famille des chefs d'Etats

Le Chef de l'Etat togolais, SEM Faure Essozimna Gnassingbé a pris part, ce mercredi 21 février à Accra au Ghana, à une mini-conférence de quatre (4) Chefs d'Etat de l'espace de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) dans le cadre de l'accélération du processus de création d'une monnaie unique de l'organisation ouest-africaine. Cette rencontre rassemble la « Task force Présidentielle » composée des présidents Nana Akufo-Addo du Ghana, de Muhammadu Buhari du Nigeria, d'Alassane Ouattara de la Côte d'Ivoire et de Mahamadou Issoufou du Niger. L'objectif de cette réunion est d'adopter une nouvelle feuille de route pour accélérer le processus de création de la monnaie unique de ladite organisation. En outre, cette réunion s'est tenue en droite ligne avec la recommandation issue de la réunion du 24 octobre 2017 à Niamey, au Niger. Chargée d'accélérer le processus de création de la monnaie unique, la Task force présidentielle est à sa 5^e réunion et vient en appui au programme de coopération monétaire lancé en 1987 pour parvenir à la création d'une zone monétaire unique pour l'espace

CEDEAO. Son rôle est d'accompagner et d'éclairer les décideurs sur le processus d'intégration monétaire, de suivre l'état d'avancement des travaux pour la création de la monnaie unique, et de contribuer à lever les contraintes. Notons que cette réunion succède aux séances de travail, des 17,18 et 19 janvier derniers à Abuja, au cours desquelles plusieurs experts régionaux ont rédigé le document soumis aux quatre (4) Chefs d'Etat. Actuellement, l'espace CEDEAO est caractérisé par la coexistence de plusieurs monnaies. Si les huit (8) pays de l'UEMOA (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo) ont le franc CFA en commun, la Gambie, le Ghana, la Guinée, le Liberia, le Nigeria, la Sierra Leone et le Cap Vert ont chacun leur monnaie. Ce qui fait un total de huit (8) monnaies pour 15 pays pour une population de 350 millions d'habitants avec un PIB de 628 milliards de dollars. Avec bientôt l'adhésion du Maroc, la CEDEAO fera au total 16 pays pour une population de 384 millions d'habitants. Précisons que la CEDEAO espère la mise en place définitive de sa monnaie unique, d'ici à 2020.

Un chantier confié à l'AMAO

Le projet de création d'une zone monétaire unique de l'Afrique de l'Ouest est un projet politique. Il participe de la vision d'une Afrique unie,

dont l'esquisse a très tôt été tracée par les pères fondateurs de l'organisation de l'Unité Africaine. C'est en 1983 que les Chefs d'Etat et de gouvernement

de la Communauté vont entreprendre de nombreuses initiatives dans le but de créer une zone monétaire unique en Afrique de l'Ouest. Ils manifestaient ainsi une ferme volonté de solutionner les problèmes de paiement qui minent la CEDEAO et qui résultent de la divergence des zones monétaires dans la région.

Après des années d'immobilisme, c'est finalement en 1999, à Lomé, au Togo, au vingt deuxième sommet de la Conférence des Chefs d'état et de gouvernement de la CEDEAO, qu'une stratégie dite «approche accélérée de l'intégration», est formulée. Cette stratégie vise la construction rapide d'une zone monétaire unique en Afrique de l'Ouest sur une base plus large et en remplacement de l'actuelle UEMOA : ce chantier est confié à L'Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (AMAO) créé en 1996.

L'Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest(AMAO)est une agence autonome et spécialisée de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (ECOWAS). Elle a été créée en 1996 par suite de la transformation de la Chambre de Compensation de l'Afrique de l'Ouest (CCAO). En rappel, la CCAO a été créée en 1975 pour servir de facilité multilatérale de paiements dans le cadre de la promotion des échanges au sein de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest. Outre ses fonctions de canalisation et de compensation des transactions commerciales et de services, l'Agence a été chargé du suivi, de la coordination et de la mise en œuvre du Programme de Coopération Monétaire de la CEDEAO (PCMC), visant la création de la monnaie unique de la CEDEAO.

L'AMAO est une institution regroupant

les huit Banques Centrales des Etats membres de la CEDEAO. Il s'agit de :

- 1- La BCEAO (Banque Centrale commun à sept pays francophones et un pays lusophone);
- 2- La Banque du Cap-Vert;
- 3- La Banque de la Gambie;
- 4- La Banque du Ghana;
- 5- La Banque Centrale de la République de Guinée;
- 6- La Banque Centrale du Libéria;
- 7- La Banque Centrale du Nigeria;
- 8- La Banque de Sierra Leone.

Les objectifs principaux assignés à l'AMAO sont :

- De promouvoir l'utilisation des monnaies nationales dans les transactions commerciales et non commerciales de la sous-région ;
- De réaliser des économies dans l'utilisation des réserves extérieures des Etats membres ;
- D'encourager et de promouvoir la libéralisation du commerce et des changes entre les états membres ;
- De promouvoir la coopération et les consultations monétaires entre les Etats membres ;
- De faciliter l'harmonisation et la coordination des politiques monétaires et budgétaire ainsi que des programmes d'ajustement structurel ;
- D'assurer le contrôle, la coordination et la mise en œuvre du Programme de Coopération Monétaire de la CEDEAO ;
- D'initier et de promouvoir des politiques et des programmes relatifs à l'intégration monétaire de la région ;
- D'assurer la création d'une zone monétaire unique en Afrique de l'Ouest, en préparant les conditions nécessaires à la conduite de la politique monétaire unique et à la création de la monnaie unique.

Monnaie unique en 2020 comme prévu

Les Chefs d'Etats des pays de la Cédéao ont tenu hier mercredi à Accra au Ghana, un sommet extraordinaire dans le cadre du processus de création d'une monnaie unique. Le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé a pris part aux travaux en tant que président en exercice de la conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'organisation communautaire. Le processus de création de la nouvelle monnaie commune de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'ouest (Cédéao) enclenché depuis 4ans à travers la mise en œuvre de la force task présidentielle devrait respecter son calendrier pré établi. Lors de la réunion de haut

niveau qui s'est tenue hier à Accra, les 4chefs d'Etat de la sous-région ouest africaine ont en effet décidé de créer leur monnaie unique d'ici 2020.

Le sommet extraordinaire convoqué par le président ghanéen Nana Akufo-Addo a permis de prendre connaissance des retards des différents pays dans l'exécution des politiques de convergence en vue d'aboutir plus promptement à une échéance rapprochée du processus de création de la monnaie unique.

Afin de respecter le calendrier qu'ils se sont fixé, les Chefs d'Etat privilégient le démarrage du fonctionnement

de la monnaie unique par les pays qui respectent les critères de convergences pour que les autres rejoignent ultérieurement le groupe. Outre, il a été décidé que la Cédéao donne aux Etats membres et à leurs Banques centrales, tout le soin de financer le programme. Des rencontres trimestrielles sur l'état de mise en œuvre des activités retenues seront tenues afin de rendre compte au comité des gouverneurs et le conseil de convergence et les degrés d'application des mesures prises. Ce mini-sommet fait suite à la dernière

» dont les fruits de la croissance leur seront pleinement profitables.

Grand est le défi

La Cédéao compte 15 Etats membres. Parmi ceux-ci, 4 sont des pays anglophones dont chacun a sa devise propre. Le Cedi au Ghana, le Naira au Nigeria, le Dalasi pour la Gambie, le Dollar libérien, le Franc Cfa, sans oublier le franc. Le challenge reste de taille pour l'ensemble des Ministres des finances qui devront mutualiser les convergences et les réalités de



conférence des présidents de la communauté de janvier dernier tenu à Abuja, au Nigeria au cours de laquelle les travaux ont porté essentiellement sur la nomenclature de la nouvelle monnaie communautaire. Au cours des assises de ce jeudi 22 février, le document issu des travaux du dernier sommet d'Abuja a été soumis aux Chefs d'Etat pour adoption. Pour Faure Gnassingbé, président en exercice de la conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement de la Cédéao, la primauté d'une telle initiative serait de mettre les peuples au centre des décisions. Ces actions que le Chef de l'Etat veut, inclusives rentrent dans la droite ligne de ses ambitions d'une « Cédéao des peuples

chacune des banques centrales en une seule, à même d'élaborer les politiques monétaires favorables aux échanges commerciaux etc.

Le commerce entre Etats de la Cédéao ne représente qu'à peu près 15% des transactions internationales des pays. Les préalables pour la création d'une monnaie communautaire seraient également de développer le commerce entre les 15 Etats. Pour aboutir à l'opérationnalisation de ce projet, les pays membres devront procéder à l'élimination de toute entrave au commerce et à la libre circulation des personnes comme des capitaux.

A.E.

Le manque de leadership, principal obstacle au projet

Début juin 2017 à l'issue de sa 78ème réunion ordinaire, le Conseil des ministres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao), tenu à Monrovia, avait une nouvelle fois dans son agenda le projet de « monnaie unique ». A cette occasion, le président de la Commission de la Cedeao, Marcel de Souza, a notamment estimé dans un communiqué qu'il était impossible d'instaurer une monnaie communautaire « avant 5 ou 10 ans ». Des propos qu'il a réaffirmés le

14 août 2017 au cours d'une visite officielle à Niamey au Niger. Un nouvel ajournement donc qui a poussé beaucoup de médias à relever dans leurs analyses que le projet est remis aux calendes grecques. Selon M. Dembélé, le problème du Franc CFA ainsi que l'alternative de la monnaie unique constitue une question « purement politique et non technique ».

L'UEMOA, facteur bloquant

« La soi-disante technicité n'est



Faure Gnassingbé signant la résolution à Accra

qu'un bluff pour ne pas agir, nos dirigeants n'ont pas le courage de rompre le cordon ombilical avec la France », relève Demba Moussa Dembélé. Le blocage à son avis se situe principalement au niveau de l'UEMOA (8 pays) qui est un « pré-carré » de la France qui y exerce une influence politique et

économique considérable. « Les dirigeants de l'Uemoa trainent les pieds, et ce sont eux qui retardent l'avènement de la monnaie unique et d'ailleurs, au fond, ils n'en veulent pas parce qu'ils veulent rester attachés à la France », estime-t-il.

Extrait, Ovestaf News

Les obstacles à la création d'une monnaie unique

Le premier obstacle qui va à l'encontre de l'intégration monétaire concerne l'optimalité de la zone. Plusieurs travaux montrent que l'UEMOA et la CEDEAO ne sont pas des zones monétaires optimales (ZMO). Les théories avancées insistent sur la nécessité pour les unions monétaires de mettre en place des critères de convergence permettant de garantir que des pays initialement différents peuvent s'assembler pour amoindrir les chocs économiques survenant suite à la perte d'un outil monétaire. Autre limite : le non-respect des normes. Certaines exigences ne sont pas respectées par les pays. Parmi elles, il y a la capacité à soutenir de manière continue les critères qualitatifs et quantitatifs requis. Plusieurs étapes restent incontournables comme la suppression des droits de douane, la mise en place d'un tarif extérieur commun ou encore l'harmonisation des politiques économiques et financières. Malgré les limites qu'elle pose, la création d'une monnaie unique permettra incontestablement à la CEDEAO de s'affirmer dans le monde.

Une monnaie unique est-elle nécessaire?

Une monnaie unique pourrait aider à résoudre les problèmes monétaires de l'Afrique de l'Ouest, tels que le manque d'indépendance des banques centrales et la non-convertibilité de certaines devises. En fin de compte, une monnaie unique et les institutions régionales associées pourraient également renforcer la confiance

des investisseurs et promouvoir le commerce dans la sous-région. Mais malheureusement, l'Afrique ne commerce pas avec elle-même. Le commerce outre-mer représente 80% du commerce total sur le continent. Le commerce entre les pays africains représente 10%, contre 40% et 60% respectivement entre les pays d'Amérique du Nord et les pays européens.

Perte de la souveraineté monétaire

Le lancement d'une monnaie unique nécessitera également la création et l'autonomisation de nouvelles institutions régionales, telles que la Banque centrale ouest-africaine, pour gérer ou superviser la politique monétaire des pays membres. La commission régionale a clairement fait savoir qu'elle s'engageait à faire le nécessaire pour atteindre son objectif, mais ce qu'il reste à vérifier, c'est si cet engagement est réel ou rhétorique. Le Nigeria devrait jouer un rôle de catalyseur dans le projet de monnaie unique, mais c'est aussi l'un des pays les plus corrompus d'Afrique. En effet, neuf des quinze pays membres de la sous-région se situaient entre la 101ème et la 168ème place dans l'indice de corruption 2016 de Transparency International, sur un total de 176 pays. Dans une certaine mesure, une monnaie unique et une banque centrale régionale réduiront la corruption dans les différents pays. La grande question est la suivante: la cupidité des politiciens permettra-t-elle que cela se produise?

Carlos Amevor

Pharmacies de garde de Lomé du 20 au 26 /02/ 2018

Ste RITA	Doulassamé	22 20 90 16
SANTE	Près de NOPATO	22 21 58 41
CENTRE	face SGGG	22 21 83 30
DEO GRATIAS	Kotokou-Kondji	22 21 83 31
AMESSIAME-BE	Marché de Bè	22 21 49 74
EMMANUEL	Kodjoviakopé	22 21 30 98
MAIRIE	Face Mairie	22 21 26 39
GBOSSIME	Marché Gbossimé	22 22 50 50
AVE MARIA	près du CHU Tokoin	22 22 33 01
PROVIDENCE	Bd. Jean Paul II	22 26 66 48
YEM-BLA	face Résidence	22 26 76 51
OUSIA POUR LA VIE	Hountigomé	22 61 22 25
LILAS	7, Route de Kégué	22 26 29 59
THERYA	Mangotigomé	22 61 56 52
UNION	BE KPOTA	22 27 71 64
O GRAIN D'OR	Zorrobar,	22 70 06 90
BETHEL	Rte d'Adidogomé	22 25 23 70
DES ECOLES	Adidogomé	22 51 75 75
HOSANNA	Sagbado-Adidogomé	22 51 50 49
NATION	TOTSI	22 25 99 65
DELALI	Agoè-Cacaveli,	22 25 06 90
VERTE	Klikamè	22 25 03 26
LAUS DEO	Léo 2000	22 25 15 05
ARC-EN-CIEL	Agoè-Télessou	22 42 50 00
De La VICTOIRE	Avédji	22 45 74 92
LA GRÂCE	SUN AGIP Agoè	22 25 91 65
TAKOE	CAP ESSO de Zongo	22 34 03 42
VITAS	Agoè Assiyéyé	22 25 63 43
SATIS	agoè-logopé	22 50 30 55
VERSEAU	Baguida	22 27 34 53
HYGEA	Baguida	22 27 36 36

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso. Tél: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoè, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51
EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)
FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96
TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68
SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

AGENCE DE COMMUNICATION

Larry Event Day (LED)
Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel
Communication, Location d'espaces
Conseils, Wedding Planner et Décoration
Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers
AG Partners: Sise à Cassablanca
www.couleurafrique.com

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV :Tél. 22 20 13 20
TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11
TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR THIERRY CASTANET ; Tél: 90 97 15 15
DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77
CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37
CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77
CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01
CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68
HORLOGE PARLANTE; Tél: 116
CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat
Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél : 22 61 30 63
LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30
BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72
GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss) ; Tél : 90 04 76 60
GYM FIL«O»PARC (Agoè Nyivé) ; Tél : 22 35 18 28
GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél : 22 71 49 70

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE (Atikoumé; juste à côté de l'UTB
RAMCO (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)
LE CHAMPION SUPER MARCHÉ (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR (Juste en face du Super Marche Le Champion)
MARCHE DE GOYI SCORE (Juste en face du Super Marche RAMCO)
PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

COURS DE CAPOEIRA ; Salle GYM TONIC. Tél : 90 79 79 90
COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier : Foréver; Tél : 90 17 03 30
COURS DE ZOUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75
CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ; Tél : 90 15 39 87
SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport) Tél : 22 40 04 99

Réponse de l'énigme du 21 / 2 / 2018 N° 259

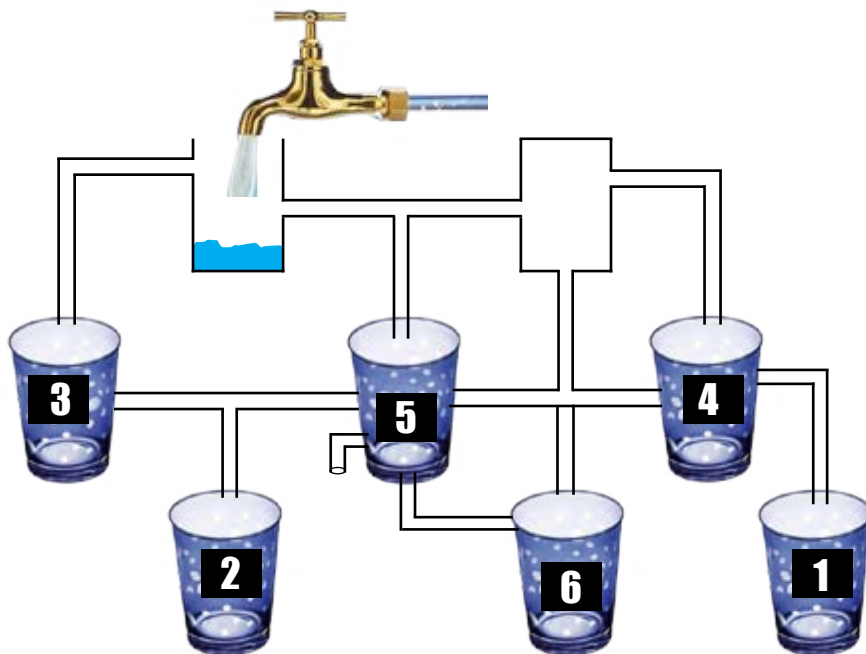
Combien de visages y a-t-il ?



↓

10 visages

Quel verre jetable va remplir en premier?



Dévinette:

Je suis le deuxième des douzes fils de ma mère mais je suis le moins âgé. Même le benjamin est plus âgé que moi.
Qui suis-je?

Traduction

Avez-vous un texte, un document, un diplôme à traduire?
Plus de soucis, contactez:
Africa Translate Consulting.
Tél: (+228) 90 30 26 94 / (+228) 22 44 89 43
E-mail: dhoglonou@africatranslate.com



Photo du jour



Donnez une légende à cette photo

Tradition

Au Malawi, des filles se font violer malgré les risques de maladie

Au Malawi, une tradition ancestrale veut que des jeunes filles se fassent déflorées par des « hyènes », des hommes payés par les parents pour avoir des rapports sexuels forcés avec leurs filles. Dans un documentaire diffusé le lundi 19 février dernier, France24 est parti à la rencontre de ces « hyènes » et de ces filles qui continuent par se faire violer malgré l'interdiction de cette pratique.

Dès l'apparition de leurs premières menstruations les jeunes filles dans les zones rurales au sud du Malawi sont envoyées dans des « camps d'initiation » où des « hyènes », les déflorent. C'est un évènement assez traumatisant pour ces jeunes filles, qui parfois sont obligées de fuir de cette

communauté.

Cette tradition des fillettes aux rapports sexuels a été bannie. Cependant la terrible loi "Kusasafumbi" fait toujours perdurer de telle pratique.

Une tradition à bannir ?

Bien d'actions ont

été organisées par les anciens, afin de convaincre les jeunes filles de l'importance de ce rituel. Mais, malheureusement, les dispositions ne sont pas prises par les parents pour protéger leurs filles contre les grossesses précoces et les maladies sexuellement transmissibles, le SIDA notamment.



victime de la tradition

Car, les « hyènes », ces hommes choisis par la communauté et recrutés secrètement n'utilisent pas des préservatifs lors de ces viols autorisés. Selon des statistiques publiés par les autorités

Malawiennes, 10% de la population est séropositive, et 16% des habitants de cette région sont infectés par le virus.

Nadia Edodji (stagiaire)

Arts plastiques

Oresegun Olumide, un peintre «hors pair»

Oresegun Olumide est un Nigérian, spécialiste de la peinture à l'huile. Formé au Yaba College of Technology, il a étudié les beaux-arts. Olumide s'est fait connaître par ses œuvres que ses admirateurs qualifient « d'extraordinaires ».

Dès l'âge de quatre ans, l'artiste nigérian s'essaie à la peinture. Au Nigéria, les métiers d'art ne sont appréciés par les familles du fait qu'ils ne promettaient un brillant avenir, mais Oresegun a eu la chance d'être soutenu par ses parents dans sa carrière de peintre. Il a fait de l'eau un

label incontournable dans son art. Son environnement immédiat est sa principale inspiration pour la réalisation de ses œuvres. En effet, dans toutes ses œuvres, il s'arrange pour obtenir les images d'eau les plus réalistes possibles. Depuis 2008, l'artiste nigérian s'emploie à

réaliser des tableaux qu'il vend à partir de 1000 dollars et a organisé à plusieurs reprises des expositions. Mais ce n'est qu'en 2016 que le monde entier a connu Oresegun, suite à une publication de quelques-unes de ses peintures sur la toile. Avec son talent et ses expériences, Oresegun Olumide



Un tableau d'Olumide

désire transmettre ses connaissances à la postérité. A cet effet, il dispense des cours

gratuits en ligne aux aspirants peintres.

Nadia Edodji (stagiaire)

Lire

« L'émeraude des ténèbres » de Gena Showalter. Ed Bestsellers. Pp 92-93

« ...Tu es en sécurité. Je ne laisserai personne te faire du mal. Elle s'effondra sur le matelas. Il était frais. Presque glacé. Au-dessus d'elle, Reyes dégageait une intense chaleur. Le feu et la glace, songea-t-elle. Puis elle sombra dans le tunnel et dans l'oubli. Elle était là, dans son lit. Dans son lit. Reyes avait pris une leçon de patience en attendant

qu'elle s'éveille. Il avait même craint que cela n'arrive jamais. Mais elle avait fini par soulever ses paupières ourlées de longs cils, dévoilant l'éclat de ses pupilles vert émeraude. Et, là, la vraie torture avait commencé. Et, à présent, elle s'était rendormie. Encore, protesta Douleur. Je veux encore qu'elle nous morde. Qu'elle nous griffe. Non. Tais-toi. Le démon gronda. Reyes ne se laissa pas impressionner et sortit de la chambre en jetant un dernier coup d'œil par-dessus son épaule. La vision du doux visage de Danika reposant sur son oreiller le gonfla de

joie et de fierté. Sur son oreiller... En ce moment, elle respirait son odeur. Elle se remplissait de lui. Du moins, il l'espérait. Elle avait un sommeil agité et entrouvrait de temps en temps les paupières en gémissant. Rêvait-elle de ce qui s'était passé chez les chasseurs? Elle n'avait pas répondu quand il l'avait interrogée à ce sujet. Elle était devenue pâle et lui avait lancé un regard paniqué. Il n'avait donc pas insisté, pour ne pas la brusquer. Les poings serrés, il descendit l'escalier, en direction de la cuisine. Il trouverait un moyen de lui soutirer la vérité. En attendant, il

devait s'efforcer d'oublier l'expression horrifiée de son visage quand elle avait compris qu'il prenait plaisir à se faire mordre. Mais quelle morsure ... ! Il en avait encore le cœur battant. Il l'avait serrée contre lui, pendant qu'elle plantait ses petites dents pointues dans son cou, et elle, elle s'était pressée contre sa verge. Il avait compris qu'elle était déjà séduite par Douleur, son démon, et il s'était arraché à elle pour la protéger, au prix d'un effort terrible. Et à présent Douleur réclamait ce qu'il estimait être son dû. Reyes ouvrit le réfrigérateur avec des mains qui

tremblaient. C'était Paris qui se chargeait des courses. Aujourd'hui, il avait rapporté de quoi préparer des sandwiches à la viande. Où est Aeron ? fit la voix de Lucien derrière lui. J'ai respecté ma part du marché. A toi, maintenant. Reyes ne se retourna pas. Je te conduirai demain auprès de lui, dit-il. Non. Pas demain. Maintenant. Reyes sortit des tranches de dinde et du jambon. Ne sachant pas ce que Danika préférait, il décida de faire deux sandwiches, l'un à la dinde, l'autre au jambon. Danika est très affaiblie et elle a faim. Je m'occupe d'elle... »

Championnat d'Afrique de Cyclisme Presque toutes les courses remportées par l'Erythrée

Les athlètes érythréens se sont imposés lors du championnat d'Afrique de cyclisme organisé du 14 au 18 février derniers au Rwanda, en remportant 10 des 12 courses au programme.



L'Erythrée était le patron du Championnat d'Afrique de cyclisme sur route, la semaine dernière à Kigali au Rwanda. Ce pays a remporté 20 médailles dont 10 en or, écrasant toute la concurrence. Grand vainqueur de la compétition, le coureur érythréen Amanuel Gerezghier est celui

grâce à qui le pays a pu remporter la plupart des courses.

Le pays a terminé à la deuxième place dans la catégorie Elite dames du contre-la-montre par équipes mais n'était pas aligné en équipes en dames juniors.

Au classement général, l'Erythrée est suivi par l'Ethiopie qui est à la deuxième place du podium avec 13 médailles dont 3 en or. Après l'Ethiopie, vient l'Algérie (2 médailles), le Burundi (1) et la Namibie (1).

R. Zakari

Ligue des Champions Chelsea a plié mais n'a pas rompu face à Barcelone

L'une des grandes affiches des matchs comptants pour les huitièmes de finales de la ligue des champions, disputés mardi et mercredi derniers était sans doute le match Chelsea vs Barcelone, qui s'est soldé sur un score d'un but partout entre les deux clubs.



Des joueurs de Chelsea

Beaucoup n'ont pas vendu chère la peau de Chelsea qui jouait mardi dernier, face à l'une des meilleures équipes du monde. Les Blues ont tenu tête à une équipe catalane qui a comme toujours la possession de la balle. La première période a rapidement montré la configuration tactique de ce choc européen. Chelsea a bien quadrillé le terrain avec un bloc

compact et un pressing énorme sur certaines phases. Les Blues n'ont pas forcément cherché à contester la possession de balle du Barça, mais ils se sont évertués à le déséquilibrer à chaque fois qu'ils récupéraient le ballon. Cela aurait pu payer dès le premier acte puisque ce sont les Londoniens qui se sont créés les plus grosses opportunités sous l'impulsion d'un Willian

déroutant. Par deux fois, le petit Brésilien a touché du bois sur des frappes à mi-distance (33e, 41e). Barcelone, qui avait au moins eu le mérite de neutraliser Eden Hazard, n'avait eu qu'une situation chaude au quart d'heure de jeu par Paulinho (15e). Au retour des vestiaires, Barcelone a tenu le ballon dans des proportions plus importantes. Chelsea a plié, mais n'a pas rompu, et les hommes de Conte ont trouvé leur second souffle pour recommencer à exploser sur leurs sorties de balle. Sur une belle attaque rapide, Eden Hazard a décalé Willian à l'entrée de la surface. Cette fois-ci, le Brésilien a fait exploser Stamford Bridge d'un tir enroulé rasant dans le petit filet (1-0, 62e). Quelques minutes plus tard, c'est Barcelone qui trouve le chemin des filets, grâce à Lionel Messi. Score final, 1-1.

La rédaction

FIFA Gianni Infantino participe à un sommet à Lagos

Le président de la Fédération Internationale de Football Association (FIFA), Gianni Infantino était le lundi et le mardi derniers à Lagos au Nigeria, où il a participé au sommet de l'instance mondiale du football qui a été organisé dans ce pays.

Le président de la FIFA veut écouter davantage les acteurs du football africain et trouver avec ces derniers des solutions pour accompagner le développement du football sur le continent. Le sommet de la FIFA qui a été organisé à Lagos est une initiative voulue par Gianni Infantino. Il a permis à ce dernier et à son administration de toucher du doigt les réalités du football africain et les vœux de ses acteurs. Peu de temps après son arrivée lundi au Nigeria, Infantino s'est rendu au siège du gouvernement de Lagos, en compagnie du président de la Fédération nigérienne de football (NFF), M. Amaju Pinnick. Le président de la CAF, Ahmad Ahmad, et la secrétaire générale de la FIFA, Fatma Samoura, ont aussi effectué le déplacement au Nigeria. Parmi les sujets à l'ordre du jour de ce sommet figurent l'avenir des compétitions pour les jeunes, la compétition des femmes, comment les développer et le système de transfert des joueurs.

R.Z

Ligue Africaine des champions L'As Togo Port qualifié pour la suite de la compétition

Ça y est ! L'As Togo Port vient d'être qualifié pour la suite de la Ligue africaine des champions. En match retour des préliminaires, l'équipe togolaise est arrivée à arracher sa victoire face à l'AC Léopards de Dolisie (Congo). Elle l'a emporté au tirs au but 4-3.



Les joueurs de l'AS Togo Port

Sur le but d'Eli Koidjo Séwonou marqué à la 43ème minute, l'As Togo Port qui recevait le club congolais, menait le jeu jusqu'à ce que les Léopards n'égalise. Et c'est l'œuvre de Frédéric Kwedi. Voyant leur chance de qualification s'envoler, les portuaires ont réussi à inscrire un second but, grâce à Issifou Bourahana. Score final à la fin du temps réglementaire, 2-1 en faveur du Togo. Vient ensuite l'étape fatidique des tirs aux buts. Les joueurs du coach Ayivi Ekouévi sont parvenus à marquer 4 contre 3 du côté des Léopards. L'As Togo Port gagne ainsi son ticket pour poursuivre l'aventure.

www.togotopinfos.com

Promotion de la femme au Togo

Le programme de la journée de 8 mars connu

Le ministère de l'Action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation a tenu une séance d'information, le 20 février à Lomé, en prélude à la journée 8 mars, date de la célébration de la journée internationale de la femme. L'objectif de cette séance d'information est de faire connaître aux acteurs et partenaires, les activités qui marqueront la célébration de cette journée au Togo.

« La participation de la femme à la gouvernance, engagement et défi », tel est le thème retenu par le Togo pour la célébration de la journée internationale de la femme cette année. La Directrice générale du Genre de la promotion de la femme, Albertine Tèbiè-Amoussou-Kouétété, estime que le choix de ce thème est dû à de multiples

raisons. « L'année 2018 dans notre pays est une année d'élections et il est question de mettre l'accent sur la participation de la femme surtout, la participation politique », a-t-elle justifié.

Entre autres activités, le ministère de la promotion de la femme a prévu pour le 08 mars prochain, des émissions

radiotélévisées et des causeries éducatives dans les différentes régions et préfectures entre autres. Trois jours plus tôt, c'est-à-dire le 05 mars, le ministre Tchabinadi Kolani-Yentcharé adressera elle-même un message à l'endroit des femmes togolaises. Au plan mondial, le thème opté pour célébrer



Le ministre Tchabinadi Kolani

cette journée mondiale de la femme est : « L'heure est venue : les activités rurales

et urbaines transforment la vie des femmes ».

Nadia Edodji (stagiaire)

Situation des droits humains / Lancement de son rapport 2017- 2018

Amnesty International appelle les États d'Afrique de l'Ouest à prendre le mal des manifestations par la racine

Dans son rapport 2017- 2018 qui vient d'être publié, l'ONG de défense des droits humains Amnesty International établit le constat selon lequel, « Dans l'ensemble de l'ouest et du centre de l'Afrique, l'intolérance des autorités à l'égard de la dissidence n'a fait qu'aggraver la crise des droits humains ».

Par voie de conséquence, Amnesty International appelle les États d'Afrique de l'Ouest et du Centre à prendre davantage de mesures pour traiter les causes profondes poussant les populations à protester, et notamment les questions liées à la santé, au logement et à l'emploi. « En 2017, des dirigeants d'Afrique de l'Ouest et du Centre n'ont reculé devant rien pour s'en prendre aux défenseurs des droits humains », a déclaré Alioune Tine, directeur d'Amnesty International pour l'Afrique de l'Ouest et Centrale.

Le Rapport d'Amnesty International sur la situation des droits humains dans le monde couvre 159 pays et offre l'analyse la plus complète qui existe de la situation des droits fondamentaux sur la planète. Selon le Rapport, dans les régions d'Afrique de l'Ouest et centrale, l'année 2017 a été marquée par des homicides et des passages à tabac de manifestants pacifiques, des actes de torture infligés à des détenus et un recours excessif

à la force, ainsi que par des attaques concertées visant des opposants politiques, des défenseurs des droits humains et des organisations de la société civile.

Voici quelques morceaux choisis du rapport au sujet du Togo.

Les autorités ont continué de restreindre les droits à la liberté d'expression et de réunion lors de manifestations de masse organisées par des groupes d'opposition. Les forces de sécurité ont eu recours à une force excessive contre des manifestants ; 11 personnes au moins ont été tuées. Les arrestations et détentions arbitraires, la torture et les autres formes de mauvais traitements, ainsi que l'impunité en cas de violations des droits humains, avaient toujours cours.

LIBERTÉ D'EXPRESSION

« Les autorités ont continué de réprimer le droit à la liberté d'expression. Elles ont, de façon arbitraire, fermé des médias et arrêté des dirigeants



associatifs et des leaders de l'opposition en raison des opinions dissidentes qu'ils exprimaient. Elles ont également bloqué l'accès à internet pour empêcher des militants et des journalistes de signaler des violations. Le 6 février, la Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication (HAAC) a retiré les fréquences de City FM (radio) et de La Chaîne du Futur (télévision), leur reprochant de n'avoir pas respecté la réglementation concernant l'autorisation d'émettre. Aucun mécanisme de recours contre une telle décision n'était prévu par le règlement de la HAAC. Le 7 février, le journaliste

Robert Kossi Avotor a été frappé à coups de matraque et menotté par des gendarmes qui voulaient l'empêcher de photographier une expulsion à Lomé. Il a été placé en détention, ses photos ont été détruites, et il a été relâché le même jour sans être inculpé. Il a déposé une plainte auprès du parquet de Lomé, mais a indiqué n'avoir reçu aucune réponse au sujet de cette plainte à la fin de l'année. Le 22 février, le procureur de la République a indiqué que toute personne qui communiquerait des informations sur l'agression du journaliste encourrait des poursuites judiciaires pour « diffusion de fausses

nouvelles

IMPUNITÉ

Les autorités n'avaient toujours pas pris la moindre mesure pour identifier les responsables présumés des violations des droits humains – y compris en ce qui concerne la mort de près de 500 personnes – commises au cours des violences ayant émaillé l'élection présidentielle de 2005. D'après les informations disponibles, aucune des 72 plaintes déposées par des familles de victimes auprès des tribunaux d'Atakpamé, d'Amlamé et de Lomé n'a donné lieu à une enquête exhaustive ».

La rédaction





DIRECT AGENCE
Agence conseil en communication

Vous êtes un annonceur, un privé,
une agence conseil en communication
ou un homme d'affaires !
Vous avez besoin d'une communication
dans le journal Togo Matin ?



Contactez notre régie exclusive
DIRECT AGENCE
Rue 132, Angle 139 Aflao-Gakli Djidjolé
(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00